

Le dollar canadien atteint les 85 cents US

Il s'agit de son plus haut niveau en 9 ans

D'après Canadian Press
OTTAWA

Le dollar canadien s'est propulsé hier à son plus haut niveau en près de 9 ans, rendant plus attrayantes les vacances aux États-Unis mais réduisant sensiblement les profits des exportateurs.

Le refus de John Crow, gouverneur de la Banque du Canada, d'abaisser les taux d'intérêt et la diminution des frais d'emprunt aux États-Unis se sont combinés pour faire remonter brusquement le dollar sur les marchés des changes, le poussant dans le courant de la journée jusqu'à 85,16 cents US, son niveau le plus élevé depuis octobre 1980, époque où il avait atteint 86,07 cents.

Selon les cambistes, la Banque du Canada est intervenue vigoureusement pour restreindre la montée du dollar, qui n'en a pas moins terminé la journée à 85,12 cents (il s'établissait à 84,69 cents à la clôture lundi).

Cette situation a incité l'opposition à réclamer avec une insistance accrue une réduction des taux d'intérêt, tandis que l'Association canadienne des exportateurs estimait que chaque gain d'un cent du dollar par rapport à sa contrepartie américaine coûtait aux entreprises canadiennes \$ 1,3 milliard en profits perdus.

« Si le rythme actuel se maintient, le chômage ne pourra qu'aller en s'intensifiant au Canada », a soutenu Clem Srour, porte-parole de l'Association.

Les administrateurs de Steinberg recommandent l'offre d'Oxdon

PHILIPPE DUBUISSON

La saga de Steinberg a pris un nouveau tournant, hier. Le conseil d'administration du géant de l'alimentation a recommandé à ses porteurs d'actions d'accepter l'offre d'achat modifiée du groupe torontois Oxdon, ce qui laisse présager une surenchère pour les actions de Steinberg.

« À défaut de toute offre concurrentielle ou d'une augmentation de la contrepartie offerte aux actionnaires en vertu de l'offre de la Corporation d'acquisition Socanav-Caisse (CAS), le conseil d'administration recommande aux porteurs d'actions ordinaires et d'actions subalternes de classe A de déposer leurs actions en vertu des offres modifiées d'Oxdon », lit-on dans le communiqué émis en soirée.

Oxdon offre \$ 53 en espèces pour chacune des actions de classe A et \$ 75 en espèces pour cha-

cune des actions ordinaires. Pour sa part, Socanav et la Caisse de dépôt offrent, au comptant, \$ 51 par action de classe A et \$ 75 par action ordinaire.

Dans son communiqué, le conseil d'administration de Steinberg dit avoir pris en considération l'offre concurrente de la Corporation d'acquisition Socanav-Caisse (CAS). Le conseil souligne toutefois le fait « qu'il ne peut être certain que les offres modifiées d'Oxdon ni l'offre CAS seront menées à bonne fin ».

Par conséquent, le conseil ajoute que les porteurs qui déposent leurs actions en vertu des offres modifiées d'Oxdon « auront le temps de déposer leurs actions en vertu de l'offre CAS » si leurs actions ne sont ni levées ni payées par Oxdon.

L'offre d'Oxdon se termine le 11 août et celle de CAS, le 22 août.

Surenchère

La recommandation du conseil

ouvre ainsi toute grande la porte à une surenchère entre Oxdon et CAS pour l'achat de Steinberg.

En vertu de la Loi des valeurs mobilières, un projet visant la restructuration de l'actif d'une compagnie doit recevoir l'approbation des deux tiers des actionnaires de toutes catégories. Aussi, le tandem québécois Socanav-Caisse doit recueillir au moins 66 p. cent des actions de Steinberg et ce, dans chacune des classes d'actions, pour mener son projet à terme.

Si cette condition n'est pas respectée, la Corporation CAS ne pourra fusionner et éventuellement scinder Steinberg en deux, Socanav héritant de la division de l'alimentation et la Caisse de dépôt du parc immobilier.

CAS détient 55,5 p. cent des actions ordinaires et 9,6 p. cent des actions de classe A une fois qu'elle aura levé l'option d'achat exclusive que lui a accordé les héritiers de Sam Steinberg.

Toutefois, si les porteurs d'actions de Steinberg suivent la recommandation du conseil d'administration, CAS pourra difficilement recueillir au moins 66 p. cent des actions de chacune des classes.

Oxdon, pour sa part, n'éprouvera aucune difficulté à obtenir le tiers des actions de classe A et ainsi faire échec au projet de CAS. Oxdon doit toutefois modifier son offre qui est conditionnelle à ce que 90 p. cent des actions de classe A et 90 p. cent des actions ordinaires soient déposées. Oxdon s'est réservé le droit de le faire.

Joint hier soir, la porte-parole

de la Caisse de dépôt et placement, Mme Suzanne Brochu, n'a pas voulu commenter la possibilité que CAS annonce une majorité de son offre. « Nous avons une option irrévocable visant l'acquisition du bloc de contrôle de Steinberg. Puisque nous avons l'intention de lever cette option au cours des prochains jours, l'OPA d'Oxdon ne peut réussir », a-t-elle déclaré.

Les 12 administrateurs de Steinberg étaient présents à la réunion d'hier. Toutefois, les trois administrateurs qui sont membres de la famille Sam Steinberg ou associés à cette dernière se sont abstenus d'appuyer cette recommandation puisqu'ils ont déclaré leur intention de déposer leurs actions en vertu de l'offre CAS.

Reaction des TUAC

Par ailleurs, les Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (TUAC) et Loblaw ont réagi aux informations de La Presse selon lesquelles l'entente TUAC-Oxdon-Loblaw serait sans grande valeur.

Les TUAC ont affirmé dans un communiqué qu'ils sont « convaincus que l'entente contient les garanties suffisantes qui permettront la réalisation de l'objectif que s'est fixé le syndicat ».

Pour sa part, le président de Loblaw, M. Richard Currie, a souligné que « l'acquisition des magasins Steinberg représente une occasion idéale pour percer le marché québécois et d'y établir une solide base de magasins corporatifs ».

Nouvel arrêt des transactions sur Louvem-Ste-Geneviève

PHILIPPE DUBUISSON

Une fois de plus, les transactions sur les titres des sociétés minières Louvem et Ste-Geneviève ont été suspendues, hier matin, et sont demeurées interrompues toute la journée sur le parquet des Bourses de Montréal et de Toronto.

C'est à l'initiative de ces deux compagnies que les transactions ont été arrêtées par les autorités boursières. Le secrétaire de la société Ste-Geneviève, M. Michel Jodoin, a refusé de commenter. « Un communiqué sera émis demain (aujourd'hui) », a-t-il dit.

Depuis quelques semaines, plusieurs rumeurs ont circulé rue Saint-Jacques. D'aucuns soutiennent que le projet de Louvicourt suscite la convoitise des grandes sociétés minières.

La propriété de Louvicourt, où une importante minéralisation a été intersectée à la suite de plusieurs forages, est détenue en coparticipation par Aur Resources et Louvem. Cependant, les participations respectives (aux environs de 50 p. cent) font l'objet d'un litige entre les deux partenaires.

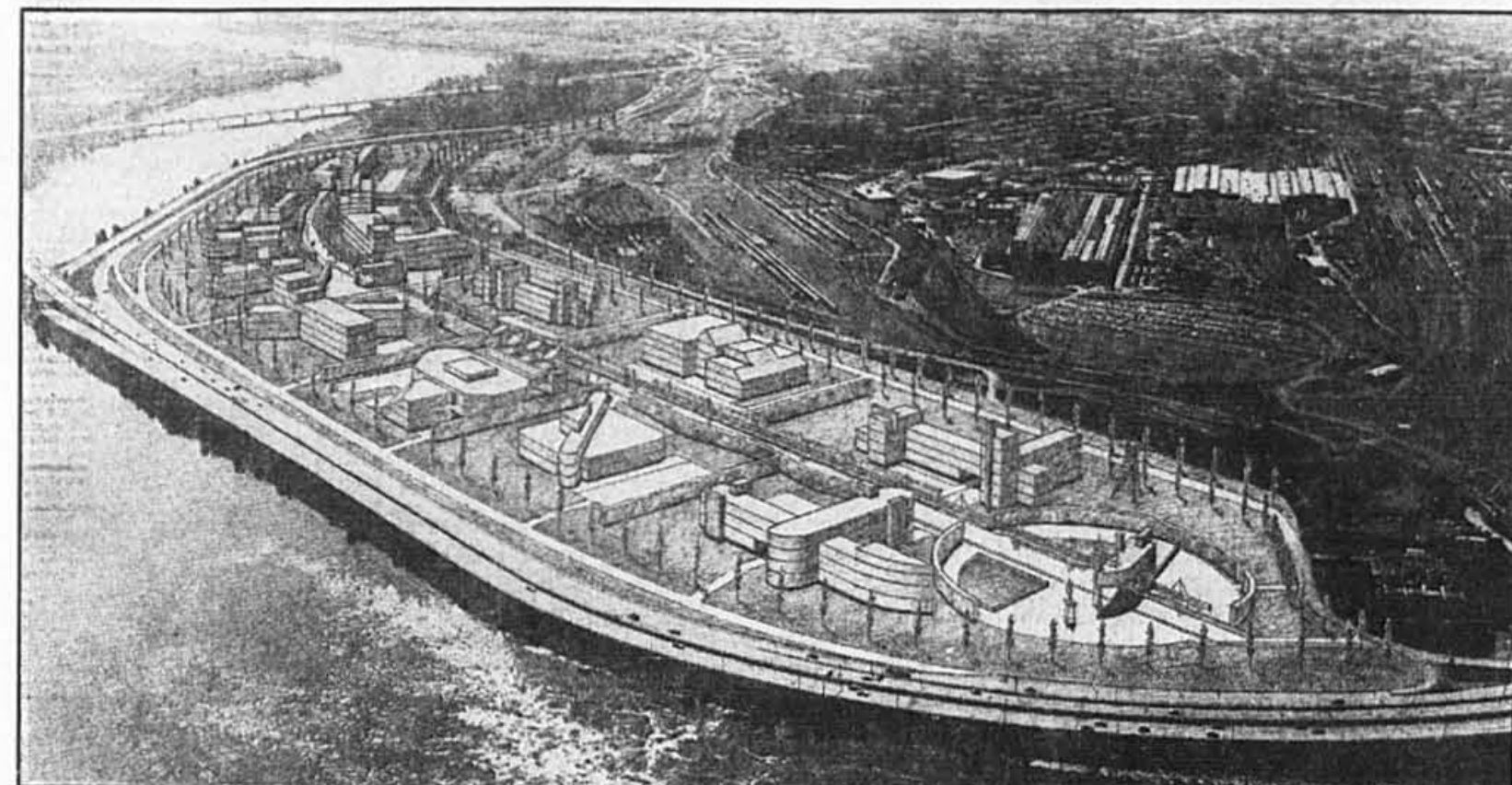
La semaine dernière, deux géants miniers de Vancouver,

Cominco et Teck Corporation ont signé une lettre d'entente leur permettant d'acquiescer 19 p. cent des actions en circulation d'Aur Resources de Toronto. Selon les analystes, cette transaction a permis à Cominco d'assurer l'approvisionnement de ses usines canadiennes en zinc et cuivre, métaux dont la propriété de Louvicourt est riche.

Une rumeur veut que la compagnie Noranda tente à son tour de prendre position dans Louvicourt, cette fois en mettant la main sur Louvem et sa société-mère Ste-Geneviève. Ste-Geneviève détient une participation de 56 p. cent dans Louvem.

Précisément, Noranda relancerait deux séries d'obligations convertibles en actions ordinaires de Ste-Geneviève détenues par des investisseurs suisses. Ces obligations, qui viennent à échéance en août 1992 et mai 1993, permettraient à Noranda de détenir une participation majoritaire dans Ste-Geneviève après leur conversion.

L'analyste Alexander Doulis de McNeil Mantha accorde toutefois peu de crédibilité à cette rumeur. Il souligne que la participation de Louvem dans Louvicourt pourrait être diluée à 25 p. cent seulement compte tenu du litige qui l'oppose à Aur Resources.



Vue du pont Victoria, le campus de Montréal du Technoparc. Il s'agit du terrain de l'Adacport que l'administration Doré aurait souhaité voir comme emplacement de l'Agence spatiale.

Montréal aura finalement son parc de la haute technologie

RUDY LE COURS

Après moult hésitations, tergiversations et négociations, le lancement du Technoparc Montréal métropolitain a été fait hier en présence des intervenants qui en ont vanté les mérites à l'unisson.

Les gouvernements d'Ottawa et de Québec, les administrations de Montréal et de Saint-Laurent, les recteurs des universités McGill et de Montréal de même que l'entreprise privée représentée par le président et chef de la direction de BCE, M. J.V. Raymond Cyr, chantaient hier en chœur les vertus de ce futur centre de haute technologie, partagé entre l'ancien terrain de l'Adacport (46 hectares) que Montréal destinait initialement à l'Agence spatiale et une vaste étendue près de l'aéroport de Dorval et la Transcanadienne (265 hectares), sise dans la municipalité de Saint-Laurent, représentée à Québec par nul autre que le premier ministre Robert Bourassa.

Ces deux terrains ont été qualifiés de campus par M. Cyr, également président du Conseil d'administration du Centre d'initiative technologique de Montréal (CITEQ), initiateur du Technoparc.

Pour faire plaisir à M. Bourassa à l'approche de la campagne électorale, M. Cyr a affirmé que 50 000 emplois, dont 10 000 de chercheurs, pourraient naître par suite de la création de ce parc. Il a toutefois dû nuancer ses propos à la suite de questions de la presse, admettant d'une part qu'il ne s'agissait là que de projections et d'autre part qu'un certain nombre d'entreprises se seraient établies ou auraient grandi dans l'agglomération métropolitaine, avec ou sans Technoparc.

Le coût des infrastructures pourrait atteindre \$ 45 millions pour le campus Saint-Laurent et \$ 20 millions pour le campus Montréal, sommes qui seront recueillies à même les bénéfices tirés de la vente des lots aux quelque 100 à 200 firmes qui devraient venir s'y établir.

L'apport économique de pareille concentration de haute technologie serait de \$ 3,5 milliards.

Le Technoparc aurait une espérance de vie plus élevée que la multitude d'initiatives analogues américaines des dernières années parce que, à l'exemple de la Silicon Valley ou de la route 128 au Massachusetts, il peut compter sur la complicité étroite des qua-

tre universités et de trois écoles supérieures affiliées de Montréal, a souligné le recteur de l'Université de Montréal, M. Gilles Cloutier, hôte de la cérémonie d'hier.

Cette complicité suppose que les chercheurs pourront avoir accès aux bibliothèques universitaires et à certains laboratoires ou instruments de recherche. En retour, les institutions d'enseignement s'attendent à pouvoir mener certains projets de recherche de concert avec les entreprises installées dans le Technoparc.

Tant les gouvernements fédéral et québécois que les administrations municipales y vont d'une aide monétaire ou logistique pour que le bébé survive.

Le vice-président du conseil

exécutif de Montréal, M. Robert Perreault, qui représentait le maire Jean Doré, en voyage au Gabon, n'a pas voulu relancer la polémique sur l'Agence spatiale quand on lui a demandé si Technoparc n'était pas, somme toute, seulement un prix de consolation pour l'utilisation de l'Adacport. Il a toutefois lancé haut et fort que « cette réussite nous mettra sur la voie de nouvelles solidarités ».

Quant au premier ministre Bourassa, il s'est refusé à voir dans ce projet une entrave au parc technologique de Québec, lancé il y a quelques mois ou à celui que Sherbrooke compte mettre au monde prochainement. « Le dynamisme d'un parc peut contribuer à celui d'autres parcs », a-t-il seulement indiqué.

L'entente Esso-Texaco soulève bien des critiques

MIVILLE TREMBLAY

En plus du gouvernement québécois, 17 organismes veulent contester l'entente entre Esso et le Bureau de la concurrence concernant la revente de certaines stations-services de Texaco. Dans ce groupe, figure les deux partis de l'opposition à Ottawa, des associations de consommateurs, des syndicats, et des distributeurs indépendants.

Esso et le Bureau de la concurrence du ministère de la Consommation et des Corporations ont jusqu'au huit août pour répondre aux objections formulées dans les mémoires qui ont été déposés lundi. La cause devrait être entendue et tranchée par le Tribunal de la concurrence cet automne.

M. Goldman, directeur du Bureau de la concurrence, a indiqué

qu'il ne s'opposerait pas à la fusion si l'Impériale lui promettait de vendre une raffinerie de Nouvelle-Écosse, 13 points d'entreposage et de distribution et un total de 543 stations-service à travers le Canada, dont 77 au Québec.

Le mémoire du gouvernement québécois demande qu'Esso soit obligé de revendre un nombre beaucoup plus important de stations au Québec. Le document soutient que le bureau a utilisé de mauvais critères pour évaluer le degré de concurrence qui subsistera après la transaction.

Selon Québec, il faut mesurer les parts de marché non pas à partir du nombre de stations-service que possèdent les pétroliers, mais sur la base du volume des ventes.

En utilisant ce dernier critère, Esso obtiendrait 26 p. cent du



marché québécois, et le désaisissement proposé ne ramènerait sa part qu'à 24,5 p. cent. Dans le marché du grand Montréal, la part d'Impériale grimperait même à 28 p. cent. Or, le bureau reconnaît qu'il y a diminution sensible de la concurrence dès que la part d'Impériale atteint 26 p. cent.

Le document estime que les marchés locaux définis par le bu-

reau couvrent un trop grand territoire et qu'en réalité, moins de stations-service se disputent la clientèle que ne le laissent paraître les chiffres du bureau.

Le document du Québec souligne que les raffineries québécoises produisent près de leur capacité maximale, et qu'il n'est pas facile pour les indépendants d'acheter de l'essence des raffineries ontariennes, ou d'en importer de l'étranger.

Mais le principal argument est celui de l'écart des prix de l'essence entre l'Ontario et le Québec, écart qui démontre une concurrence plus faible au Québec. Si on

exclut les taxes, l'écart moyen était en 1988 de 5 cents de litre, ou de 17,4 p. cent.

Pour les consommateurs cette transaction de \$ 5 milliards entraînera une hausse des prix de l'essence et devrait être bloquée, soutient l'Association des consommateurs du Canada.

L'association s'oppose à la fusion des deux entreprises depuis son annonce au début de l'année, et juge insuffisant le nombre de stations que doit revendre Esso.

Ronoco, un petit indépendant du Québec s'oppose à la transaction de façon générale, et demande à récupérer deux stations qu'elle loue à Texaco en vertu d'un bail à long terme.

Quant à Suncor, son mémoire demande seulement à ce que l'on ne la considère pas comme une grande pétrolière, et qu'elle puisse avoir la possibilité d'acheter des stations au Québec et en Ontario.

Plusieurs petites entreprises de ressources, des syndicats de Nouvelle-Écosse et le maire de Dartmouth, ont aussi exprimé leur opposition à la transaction.

MONTRÉAL	TORONTO	DOW JONES	L'OR (NEW YORK)	DOLLAR CANADIEN
2020,70 (-1,35%) (-0,07%)	3963,78 (-6,97%) (-0,18%)	2641,12 (-19,54%) (-0,73%)	370,80 (+30) (+0,08%)	\$ +43 / 100 0,8512

LES MAGASINS GREENBERG LIMITÉE



Henry Grover



Yvon Paradis



André Thibault

Monsieur Daniel F. Cohen, président directeur général des Magasins Greenberg Limitée, est heureux d'annoncer les nominations suivantes:

Monsieur Henry Grover, auparavant vice-président du développement de l'entreprise et assistant trésorier, au poste de vice-président exécutif — Monsieur Yvon Paradis au poste de vice-président de l'exploitation des magasins — Monsieur André Thibault au poste de vice-président des ressources humaines.

C'est en 1918 que fut ouvert le premier magasin et après 71 ans d'existence Les Magasins Greenberg Limitée exploitent maintenant 105 succursales réparties dans l'est du Canada.

Installer une entreprise à Toronto coûte cher

■ Après New York et Washington, D.C., c'est à Toronto qu'il est le plus coûteux d'installer une entreprise. C'est ce que révèle l'étude de 29 villes nord-américaines réalisée par la firme Colliers Macaulay Nicolls. A Toronto, il en coûterait en moyenne \$441 le mètre carré, tandis qu'à New York et à Washington, les prix tournent autour de \$ 505 et \$ 451, respectivement. Toronto est aussi au huitième rang quant à l'impôt immobilier. Selon un porte-parole de la Colliers Macaulay Nicolls, cela rend la ville beaucoup moins attirante pour les entreprises et réduit ainsi sa compétitivité sur le plan international.

Econo-flashes

Ralentissement dans l'industrie du papier journal

■ L'industrie canadienne du papier journal a fonctionné à 95 p. cent de sa capacité en juin 89, contre 97 p. cent en juin 88, tandis que l'industrie américaine fonctionnait à 97 p. cent. Selon l'Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, la production de papier journal a légèrement augmenté dans les deux pays au cours du mois. Au Canada, elle a été de 800 000 tonnes et aux États-Unis, de 452 000 tonnes. Quant aux expéditions, ces dernières ont diminué de 3,5 p. cent au Canada. Aux États-Unis, les expéditions vers le marché américain ont connu une diminution du même ordre. Les expéditions outre-mer ont cependant monté en flèche, connaissant une augmentation de 62 p. cent.



La caisse du CN acquiert des actions de TRIZEC

■ La Caisse de retraite des Chemins de fer nationaux du Canada détient maintenant un peu plus de dix p. cent des actions ordinaires de classe «B» en circulation de Trizec Corporation. Le fonds de retraite des employés du CN a acquis 23 700 actions de la société immobilière le 29 juillet, à des fins de placement.



Bilans sociaux pour les entreprises

■ Les entreprises devraient publier un bilan annuel de leurs activités à caractère social afin d'en informer leurs publics. C'est ce que recommande le Conseil du Patronat du Québec, qui croit que cette diffusion de données créerait des liens intéressants entre l'entreprise et la communauté où elle oeuvre. Cette formule de comptabilisation est déjà en usage en Europe et aux États-Unis. En France, une loi oblige même les entreprises privées de 300 employés et plus à produire un bilan social annuel. Employés, consommateurs, relations de l'entreprise avec l'Etat, oeuvres sociales et recherche... Toutes ces informations sont valables, selon le Conseil du Patronat.

Adieu billets, chèques, cartes de crédit!

■ Des clients de CIBC (anciennement Banque de Commerce) peuvent maintenant régler leurs achats, sans argent comptant, sans chèques, ni cartes de crédit. La CIBC vient de lancer un libre-service avec carte de débit, une première dans le domaine des opérations bancaires électroniques au Canada. Ce service de paiement instantané permet de virer des fonds du compte d'un client au compte d'un marchand sans l'intervention du caissier. Le guichet de paiement du magasin émet un bon, le SCRIP, qui permet de payer les biens au moment de l'achat. Un terminal est à l'essai dans une ville de l'Ontario, près de Toronto. Pour l'instant, seules les Cartes Pratiques CIBC peuvent servir. Les autres cartes bancaires pourront bientôt être utilisées.



Nouvelle émission d'actions de la T-D

■ La Banque Toronto-Dominion a annoncé la vente d'actions privilégiées, perpétuelles, rachetables et à dividende non cumulatif pour une valeur de \$ 200 millions. L'émission portera un dividende de neuf p. cent. Son produit sera versé à l'encaisse de la banque.

GRUPE DENIS maintient son rythme de croissance

■ Pour le trimestre se terminant le 31 mai, le Groupe Denis a enregistré des ventes de \$ 13,03 millions, soit 52 p. cent de plus que durant la même période l'an dernier. Le bénéfice net de l'entreprise forestière a augmenté de 28 p. cent par rapport à 1988, atteignant \$ 513 000. Ces résultats sont attribuables au succès de la division récolte sur le marché américain. Au cours du dernier trimestre, l'entreprise montréalaise a fait l'acquisition de l'actif de Tenco Cives et a mis en marché de nouveaux produits d'abattage.



Beaudoin achètera dans DEUX-MONTAGNES et AUROCH

■ Le géologue et financier Gilbert Beaudoin s'est porté acquéreur de 14 p. cent des actions des sociétés minières Deux-Montagnes et Aurochs. Le président de ces deux entreprises d'exploration minière, Camille Lafrenière, a accepté de vendre la moitié des actions qu'il détient dans ces sociétés. M. Beaudoin a l'intention de mettre en valeur le potentiel d'exploration de ces compagnies et compte étudier la possibilité d'acquérir de nouvelles propriétés.

Résultats d'Idéal Métal

■ La compagnie montréalaise Idéal Métal inc. (distribution de métaux non ferreux) a clos le troisième trimestre, le 30 juin, avec un chiffre d'affaires consolidé de \$ 37,6 millions contre \$ 33,5 millions l'an dernier, soit une augmentation de 12,3 p. cent. Par contre, le bénéfice net a diminué à \$ 719 000 comparé à \$ 1,7 million en 1988. Pour la période de neuf mois, le c.a. a totalisé \$ 111,1 millions comparativement à \$ 96,5 millions précédemment, une progression de 15,1 p. cent, mais le bénéfice net consolidé a régressé à \$ 3,7 millions alors qu'il était de \$ 5,4 millions un an plus tôt. La diminution du bénéfice, explique la compagnie, est attribuable au fléchissement des prix des métaux et au rétrécissement des marges brutes, de même qu'à la hausse des frais financiers liée à la montée des taux d'intérêt.

Le Pavillon du Canada en construction

■ La construction du Pavillon du Canada, financée par le gouvernement fédéral, a commencé hier à Montréal, à l'extérieur du Palais des Congrès. Le pavillon abritera la Conférence mondiale de l'énergie (CME), qui aura lieu du 17 au 22 septembre. On y attend plus de 4 000 spécialistes et dirigeants politiques d'environ 80 pays. Le gouvernement canadien veut attirer les investissements étrangers au pays et commercialiser à l'étranger ses ressources énergétiques et son savoir-faire technologique.

Montedison veut détenir tout Himont

■ Montedison SpA, numéro un de la chimie italienne, a offert d'acheter tous les titres en circulation de la compagnie américaine Himont Inc. de Wilmington (Delaware) et de la hollandaise Erbamont N.V., pour environ \$ 1,06 milliard US. Montedison possède actuellement 81 p. cent du capital de Himont et 72 p. cent d'Erbamont. La société italienne offre \$ 49 en espèces et en certificats pour chacune des 12,3 millions d'actions de Himont qu'elle ne détient pas encore, et \$ 37 en espèces et certificats pour chacune des 12,4 millions d'actions d'Erbamont.

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET SPÉCIALE

AVIS est donné qu'une assemblée générale et spéciale des membres en règle du YMCA de Montréal se tiendra au siège social de la corporation (1441, rue Drummond, 5e étage, Montréal, Québec) le 23 août 1989 à 17 h 30 aux fins de considérer, et si jugé à propos, d'autoriser la vente d'un immeuble situé dans la ville de Montréal et se composant des lots 12-11-11 et 12-11-12, du cadastre officiel du village de la Côte-Saint-Louis, division d'enregistrement de Montréal, avec la bâtisse y dessus érigée et portant le numéro 53-50, avenue du Parc, Montréal, Québec. Cet avis est donné par ordre du président.
François Goulet,
Secrétaire

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

A IERRE 2e, balance de vente, nature Laberge 729-3334
ARGENT à PRÊTER en 1ère et 2e hyp. Achat de solde de prix de vente. Rodino Silicani Notaires, 381-9268
ESCOMPTE Meilleure offre. Réponse 24h. R. Landry 288-9322
HYPOTHEQUES (1re, 2e, balance de vente). Notaire Rivet 389-8484
IRE - 2E HYPOTHEQUE Résidentiel/Commercial/INDUSTRIEL PLACEMENTS SEVILLE 472-5652 382-8812

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

\$\$\$\$\$\$\$\$\$
Bon bilan nécessaire pour financement. Aucun argent requis. Gros profits. 722-8602.

UN RESEAU EN PLEINE CROISSANCE

FORME GAGNANTE
UNE OPPORTUNITE EXCEPTIONNELLE A DECOUVRIR.
QUEBEC-SNACK 388-3842

INCROYABLE OPPORTUNITE \$ \$ \$

A LOUER ancien garage Goo-vaer, vente et service à portes. 4,300 p.c. 1340 Montée de Lésie, ville St-Laurent, 931-7261.

ACCÉDEZ à votre indépendance financière.

Routes de distributeurs exclusives concernant l'hygiène et la santé publique. Financement disponible. Pour informations Montréal: Mme Trudel 514-526-4468, Québec: M. Peth 418-623-0443.
ACHETONS brevets et inventions marketing, etc. 722-7944.
ASSOCIÉS actifs, (retraites ou semi-retraites) libres de voyager à travers le monde, domaine touristique et géographique, possibilité 1,4 de million et plus annuellement, capital minimum requis 100,000\$ garanti. 514-597-9129.

AVIS DE 60 JOURS

A vendre liste de propriétés en instance de réévaluation. Info T. G. 2001 Inc., 514-755-4257

BREVETS Inventions, Achetons et finançons. Bluteau & Ass. 866-3045

C.G.A. acheteur clientèle, MFI, et environs. Message au: 274-6831.

CHAUFFEUR de limousine. Partez vite et arrosez affaires sans investissement. Voiture fournie. Pour entrée en vigueur appelez au 274-5000 M. Buchanan

CHERCHONS DISTRIBUTEURS, pour Ultra Magik, dans différentes régions du Québec et de l'Ontario. Très bons profits. Faites vite! 819-368-5043 Michel Berube ou Denis Charlier

COMPAGNIE INTERNATIONALE en pleine expansion recherche associé ambassadeur, investissement de base pour personne occupée, 575-5888

DISCO bar-terrasse située au bord de l'eau sur grand lac international (Estrée) à immédiatement besoin d'argent pour financement de projet d'expansion. Entréprunt garanti ou patentes accès. 819-847-2881 matin 8h à midi

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

DISTRIBUTEUR
Notre compagnie en plein essor cherche distributeur provincial en mesure de se charger de comptes importants et de monter un réseau d'agents-distributeurs. Nous offrons plusieurs produits connus à l'échelle nationale, pour distribution en gros et au détail. Investissement de 30 000\$ protégé par le stock de produits. Tel. M. B. Jéssel au Holiday Inn Le Seville 332-2720, entrevus mardi à jeudi.

EMBOUILLEUR d'eau de source naturelle cherche distributeurs indépendants. Bouteilles retourables 18.9 litres, 15.48 litre usine. Tel. M. Sh sans frais 1-800-363-5171

INFORMATIEN recherche collègue pour partager local et équipement. 381-2538

INVESTISSEURS requis, projet 100% québécois, technologie de pointe, retour élevé, garantie offerte. 722-8022

INVESTISSEURS demandés pour importante agence de voyages franchisée en Amérique du Nord. Argent requis 10,000\$. Bonne opportunité pour voyager. Michel 646-3222

MONTREAL, Rive-Sud. Vendeur, acheter, immobilier, commerce. T. 514-555-5555 Mme. Avilic. crtr

PROJET d'agrandissement centre culturel déjà établi depuis 5 ans, investissement de groupe 55,000 et plus, rendement 18.5%, remboursement intérêt au trimestre, terme 3 ans avec remboursement capital. Inf. 678-6436

RESTAURANT entièrement équipé, 90 places, à louer, à St-Jean sur Richelieu, 989-2174

SHERBROOKE, HULL TROIS-RIVIERES ET REGIONS 1-800-567-9439

Commerce facile d'opération, 1/2 journée par semaine, \$400, et plus de revenus, financement bancaire à 100%

MTL, RIVE-SUD ET REGIONS 514 1-800-363-4541

INF. 24H

URGENT! Associés demandés pour commerce international avec 900. Dominicaine, capital requis 10 000\$. F. St-Pierre 328-8144

VOUS VOULEZ faire de l'argent ? Vous êtes un bon vendeur, savable. Minimum 3,000\$ par semaine. J.-A. Simard 874-1950

8 1/2 x 11 feuilles DE CATALOGUES EN COULEURS

25 feuilles 755
50 feuilles 112,505
75 feuilles 150
100 feuilles 175
150 feuilles 225

Chris 744-5807

712 ASSOCIES DEMANDES

INVESTISSEURS sérieux, produit exclusif international. 514-351-3817

SPECIALISTE en télécommunication (fax). Plus d'investissement. Hugo Robitoux 866-4627

714 FRANCHISES

FRANCHISE VALENTINE, restaurant casse-croûte, 32 sièges, endroit spacieux, coin Américain et Maisonnette, rendement d'investissement excellent, bilan disponible sur demande. Communiqué 444-6638 après 17h.

714 FRANCHISES

PHASE 1 20 BOUTIQUES TERMINEES, 2e phase en vente maintenant. Franchises disponibles au Québec. Nouveaux Brunswick, Magrilles, Boutique Clyde Max Corporation. Vêtements, homme & femme, sport-mode. Nouveau concept. Financement de base disponible. Pour information: 819-478-1254 ou 819-478-7023

715 SERVICES FINANCIERS

ARGENT pour redressement d'entreprises; capital de risque, fond de roulement. 335-7760

ARGENT pour pré-factures et gros problèmes P.M.E. 722-8402

CAPITAL DE RISQUE

Prêts commerciaux, 1ère, 2ème hyp, commerciales. Financement de recevables et chèques postdatés. M. Duguay 875-5959

FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MTG - 342-1356

717 SERVICES SPECIALISES

FAX - TELEX service

Pourquoi acheter?? On vous donne les deux pour \$12.50 par mois.

TELEPUBLIC - 841-2841

Obtenez votre numéro de fax et telex dès maintenant.

FAX/TELEX/TELEPHONISTE

Le tout à 29\$/mois H.T.C. 393-4130

718 ARGENT DEMANDE

BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334

BESOIN argent 1ère, 2e hypothèque sur propriétés. Me Donald Fortin, 388-9154

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

COMPTABILITE, tenue de livres, états financiers informatisés, impôts, 689-4324

726 INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE

COMPTABILITE: 270-3838

Comptabilité sur Macintosh: Bedford, Insight, Components G.L., etc. Formation, Consultation.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS. 285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013

ANNONCES ENCADREES 285-7000

SANS PRÉCÉDENT!

TÉLÉPHONE CELLULAIRE + TÉLÉCOPIEUR

POUR SEULEMENT **78⁴⁹\$*** PAR MOIS

(les deux appareils)

Diamond Tel basé sur un crédit bail de 42 mois, versement initial en sus. Sujet à l'approbation de crédit.

TÉLÉPHONE CELLULAIRE TRANSPORTABLE

Ultra compact et léger

Modèle de bureau

• S'opère sous raccordement

• S'utilise partout — auto — golf — chalet — camping — chantiers — conférences, conventions — aéroports

• GARANTIE 3 ANS

G. Lebeau
DIVISION DU GROUPE T.C.G. (Québec) INC.

CENTRES DE SERVICE CANTEL

MONTREAL METROPOLITAIN		EXTÉRIEUR DE MONTREAL	
9055, boul. Pie IX	327-2422	Drummondville	478-4911
		Trois-Rivières	378-2731
		Sherbrooke	563-8242

DISTRIBUTEURS AUTORISÉS CANTEL

MONTREAL METROPOLITAIN		EXTÉRIEUR DE MONTREAL	
Papineau (rue)	273-8861	Longueuil	677-9136
Anjou	252-8308	Granfield Park	656-7180
P.-A.-T.	545-9281	Châteauguay	692-1516
St-Jacques (rue)	489-8221	St-Basile	441-2679
Côte-Vertu	336-7840		
Fairview (centre)	694-3310		
Ile-Parrot	453-0506		

RIVE-NORD

Chomedey	688-3751		
Pont-Viau	653-9510		
Terrabonne	471-2825		
Regentigny	582-0020		
St-Eustache	491-7100		
Bianville	437-5876		

Toutes nos succursales sont maintenant ouvertes jusqu'à 21h les jeudi et vendredi et le samedi jusqu'à 17h.

CENTRE DE SERVICE CANTEL

Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

APPEL D'OFFRES
CENTRE CULTUREL CANADIEN
PARIS

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada lance un projet de rénovation du Centre culturel canadien situé au 5, rue de Constantine, Paris, France, et recherche les promoteurs ou sociétés intéressés à financer le coût des travaux en échange de l'usufruit à long terme des deux étages supérieurs.

Pour tout renseignements écrire à:
George Myles, chargé de projet, (MRPR)
Affaires extérieures et Commerce extérieur
125, promenade Sussex
Ottawa, K1A 0G2

Canada

VOLVO
LE CONCESSIONNAIRE VOLVO #1 À MONTREAL
*Vous offre ceci pour un **temps limité

LOCATION À LONG TERME

315\$ PAR MOIS + TAXES
240 DL Sedan

410\$ PAR MOIS + TAXES
740 GL Sedan

645\$ PAR MOIS + TAXES
760 GLE Sedan

— Pour une durée de 48 mois. Comptant 5 000 \$ + taxes.
— Option d'acheter le véhicule à la fin du bail.
— Transport, préparation et scellant à peinture inclus.
— Immatriculation, assurances et taxes non incluses.

UP-TOWN VOLVO
5055, RUE PARÉ, MONTREAL • TÉL.: 737-6666
*Sujet à l'approbation de crédit.
** Offre valide du 26 juillet au 25 août 1989.

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2033,20 Fermeture: 2010,73 Bas: 2010,73



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 9 001 000

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

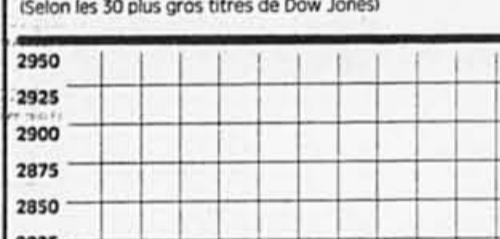
NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ

Haut: 2887,03 Fermeture: 2841,12 Bas: 2829,98



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS: 225 280 000

INDICE DE NEW YORK

COMPOSÉ 191,38 -1,03

INDUSTRIELLES 228,70 -1,77

TRANSPORTS 187,87 +0,02

SERVICES PUBLICS 93,75 +0,09

FINANCE 164,08 -0,20

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

INDICES DE MONTRÉAL

MARCHÉ CANADIEN (XXM) 2020,70 -1,35

MARCHÉ BANCAIRE (XCB) 2072,52 -3,03

MINES-MÉTAL (XCM) 2011,10 +11,57

HYDRO-CARB. (XCO) 1678,94 +3,33

PROD. FORESTIERS (XCF) 3015,54 +4,47

BIENS D'ÉQUIP. (XCI) 1691,53 -10,21

SERV. PUBLICS (XCU) 1643,45 +8,54

NOTE: Cotes en cents sauf lorsque indiqué \$; F=actions non votantes; A=votes limités ou restreints; u=titre négocié en dollars US; Z=lot irrégulier.

Table with columns A/B, C/D, E/F, G/H, I/J, K/L, M/N, O/P, Q/R, S/T, U/V, W/X, Y/Z. Lists various stocks and their prices.

suite à la page E 6

TORONTO

Table with 3 columns: Index, Value, Change. Includes 'Haut: 3987,24', 'Fermeture: 3953,78', 'Bas: 3953,78'. Lists various indices like 4500, 4450, 4400, etc.

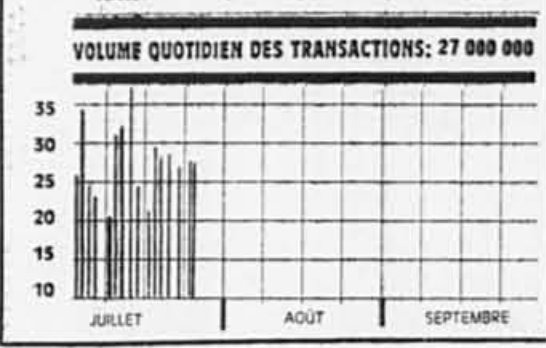


Table titled 'INDICES DE TORONTO' with columns for 'Form.', 'Var.', and 'Indice'. Lists categories like 300/COMPOSE, SERV. FINANCIERS, MINES ET METAUX, etc.

Table titled 'SOUS INDICES DE TORONTO' with columns for 'Form.', 'Var.', and 'Indice'. Lists categories like AURIFERES, PAPIETIERES, CONSUMATION, etc.

Table titled 'INDICE TSE 35' with columns for 'Haut', 'Fermeture', 'Bas', and 'Volume'. Shows values like 212,16 and 10 686 378.

Table of stock prices for companies starting with 'A' through 'C'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'D' through 'I'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'J' through 'S'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'T' through 'Z'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'A' through 'C'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'D' through 'I'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'J' through 'S'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'T' through 'Z'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'A' through 'C'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'D' through 'I'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'J' through 'S'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'T' through 'Z'. Columns include company name, price, and change.

VANCOUVER

Table with 'VOLUME: 10 900 000' and 'INDICE GENERAL FERMETURE: 714,39 +6,57'.

Table of stock prices for companies starting with 'A' through 'C'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'D' through 'I'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'J' through 'S'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'T' through 'Z'. Columns include company name, price, and change.

Table of stock prices for companies starting with 'A' through 'C'. Columns include company name, price, and change.

VANCOUVER

Table with 4 columns: Valeurs, Ventes, Meil, Bas, Ferm. ch. listing various market values and prices.

LES DEVISES

Table with 2 columns: Devise, Valeur listing exchange rates for various currencies.

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

Large table with multiple columns listing stock offers and demands in Toronto, including company names and prices.

FONDS MUTUELS

Table listing mutual funds with columns for fund name, value, and other details.

MARCHÉ DES OPTIONS - (Chicago)

Large table listing options market data for Chicago, including call and put options for various stocks.

LES OBLIGATIONS

Table listing bond obligations with columns for issuer, value, and interest rate.

GOVERNEMENT DU CANADA

Table listing Canadian government bonds with columns for term, value, and yield.

PROVINCIAL

Table listing provincial bonds from various Canadian provinces.

CORPORATIONS

Table listing corporate bonds from various companies.

LES METAUX

Table listing metal prices for commodities like copper, zinc, and aluminum.

MINES ET PÉTROLES

(OFFRE ET DEMANDE A TORONTO)

Table listing oil and mineral offers and demands in Toronto.

LE LOR

Table listing LOR (London Ontario Resources) related data.

LE DOLLAR

Table listing dollar exchange rates and related financial data.

LES GRAINS

Table listing grain prices for various types of wheat and other crops.

TITRES AU COMPTOIR

(DE TORONTO)

Table listing over-the-counter stock prices in Toronto.

INDICES STANDARD & POOR

DES OPTIONS DE CHICAGO

Table listing Standard & Poor indices and Chicago options data.

ALBERTA

Table listing market data for the province of Alberta.

INDICES STANDARD & POOR

DES OPTIONS DE CHICAGO

Large table listing Standard & Poor indices and Chicago options data.

Molson a accru sa part du marché de la bière

PHILIPPE DUBOISSON

La modération des buveurs de bière n'a pas empêché la brasserie Molson d'accroître sa part du marché canadien au cours des derniers mois et d'afficher ainsi une hausse sensible de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices.

Lors du trimestre terminé le 30 juin, les ventes de bières de Molson ont grimpé de 1,9 p. cent par rapport à la période correspondante de 1988. Pendant ce temps, les ventes de l'industrie ont diminué de 1,0 p. cent. Molson occupe maintenant 35,6 p. cent du marché comparativement à 32,6 p. cent il y a un an.

Cette bonne performance de la division des brasseries a permis à l'entreprise de hausser de sept p. cent à \$ 739,8 millions son chiffre d'affaires pour la période d'avril à juin, qui correspond au premier trimestre de son exercice financier. Le bénéfice net a fait un bond de 20 p. cent à \$ 53,8 millions ou \$ 1,09 par action.

Le bénéfice d'exploitation de la division du commerce de détail a cependant diminué de dix p. cent pour le trimestre. Les bénéfices des magasins Beaver et du secteur des produits chimiques sont demeurés sensiblement les mêmes, mais les pertes de Lighting Unlimited ont légèrement augmenté en raison des coûts reliés à la fermeture de certains magasins.

Par ailleurs, Les Compagnies

Molson et Elders IXL ont conclu hier l'entente de fusion de leurs activités de brassage en Amérique du Nord. La nouvelle brasserie, dont la raison sociale est Les Brasseries Molson, est née de la fusion des brasseries Molson et O'Keefe. Elle est la plus importante société de brassage au Canada et la sixième en Amérique du Nord.

Les Terre-Neuviens, plus grands buveurs de bière

Par ailleurs, les Terre-Neuviens sont devenus en 1988 les plus grands consommateurs de bières au pays, chaque habitant ayant en moyenne ingurgité 89,54 litres. Les Ontariens, qui étaient les meneurs l'an dernier, sont tombés au deuxième rang avec 88,85 litres, suivi par les Québécois avec 83,01 litres, selon l'Association des brasseurs du Canada.

Les ventes de l'industrie ont diminué de 0,6 p. cent pour atteindre 21,1 millions d'hectolitres. La fabrication et la mise en marché de la bière ont contribué \$ 10 milliards à l'économie canadienne, ce qui représente 1,7 p. cent du produit intérieur brut du pays. (Pour fin de comparaison, les activités de recherche et développement représentent 1,4 p. cent du PIB du pays...)

Pour les gouvernements des divers paliers, les recettes fiscales tirées de la vente de la bière ont atteint \$ 3,8 milliards. Environ \$ 2,4 milliards ont été perçus par le gouvernement fédéral.

La justice américaine marque des points à Wall Street

Agence France-Press

NEW YORK

La justice américaine a marqué des points importants contre la délinquance en col blanc à Wall Street avec la condamnation lundi pour extorsion de fonds de cinq anciens responsables de la firme de courtage aujourd'hui disparue Princeton-Newport Partners LP et d'un ancien courtier de Drexel Burnham Lambert, estimait hier des analystes.

C'est la première fois, ont souligné ces derniers, que des cadres de Wall Street sont condamnés pour extorsion de fonds sur des opérations de courtage de titres.

Le jury devait se retrouver hier pour décider des peines et amendes requises par l'avocat général. Toutefois, une décision n'est pas attendue avant mercredi.

« Le gouvernement américain utilisait surtout la loi sur la corruption, le trafic d'influence et l'extorsion de fonds (« Racketeer Influenced and Corrupt Act ») contre le crime organisé, a noté de son côté M. Michael Goldsmith, professeur de droit à l'université Brigham Young. Mais désormais, a-t-il poursuivi, il semblerait que les autorités fédérales soient déterminées à faire appel plus systématiquement contre les contrevenants aux réglementations boursières ».

Dans le cadre d'une condamnation en application de cette loi, le gouvernement fédéral peut saisir une grande partie des biens de la personne condamnée, même ceux qui n'ont pas été obtenus par les biais de ces activités illégales.

Deuxième affaire

Le verdict, rendu par le jury dans l'affaire Princeton-Newport après deux jours et demi de délibération et un procès de cinq semaines, portait sur des accusations de transactions pré-arrangées entre 1984 et 1986 pour faire ressortir de fausses pertes fiscales.

Il s'agit de la deuxième affaire dérivant du scandale d'initiés déclenché par le financier Ivan Boesky. En juin dernier, M. Paul Bilzerian, ancien président de Singer Co., avait été reconnu coupable et condamné pour une série d'infractions à la législation boursière, mais pas pour extorsion de fonds.

En revanche, le verdict du jury dans l'affaire Princeton-Newport donne un nouvel éclairage à l'affaire Michael Milken, l'ancien responsable de la filiale investissements à haut risque « junk bond » de la firme Drexel Burnham Lambert. Celui-ci est également accusé de manipulation d'actions et d'extorsion de fonds. Son procès débutera en mars prochain. M. Milken a indiqué qu'il plaiderait non coupable.

BAROMÈTRE

Statistiques économiques

	par rapport au mois précédent	par rapport à l'année précédente
PRODUCTION		
Produit intérieur brut (\$millions 1981)	Avril 405 225,0	0,5 3,1
Production industrielle (\$millions 1981)	Avril 115 418,0	1,2 2,3
Exportations (\$millions)	Mai 12 117,1	6,2 5,2
Importations (\$millions)	Mai 11 723,4	3,1 6,7
Commandes des fabricants (\$millions)	Mai 24 257,8	2,0 -1,7
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Juin 206,0	2,0 -5,5
Permis de const. (\$millions-Québec)	Déc. 463,9	-29,7 -5,7
Ventes au détail (\$millions-Québec)	Mai 3 528,2	0,2 1,2
Ventes d'automobiles (unités-Québec)	Mai 22 081	-6,4 -5,3
REVENUS ET SALAIRES		
Gains heb. moyens (\$) (Canada)	Mai 481,70	0,18 4,24
Gains heb. moyens (\$) (Québec)	Mai 470,23	0,39 3,46
EMPLOI		
Emplois (milliers) - Québec	Juin 3 035	0,7 1,3
Chômeurs (milliers) - Québec	Juin 313	-4,0 8,7
CHÔME		
IPC* (1981 = 100)	Juin 151,3	0,5 5,4
Produits industriels* (1981 = 100)	Mai 131,1	0,0 2,8
FINANCE		
Masse monétaire (M1, \$millions)	Juin 39 281	-1,0 5,0
Prêts généraux (\$millions)	Juin 158 619	1,0 10,2
Données trimestrielles		
	par rapport au trimestre précédent	par rapport à l'année précédente
Comptes nationaux (en milliards de dollars)		
Consommation (\$milliards 1981)	1 253,6	0,4 4,1
Immobilisations	1 120,7	3,1 9,9
résidentielles	1 32,4	3,5 6,9
non-résidentielles	1 35,8	2,3 5,4
Gouvernement	1 80,3	1,0 3,6
Exportations	1 153,3	0,8 1,4
Importations	1 153,5	2,3 7,9
PNB	1 457,7	0,9 3,9
Revenus personnels (\$ nominaux)	1 533,2	1,9 9,0
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	1 642,3	3,3 6,0
Balance des paiements (\$nominaux)		
Balance Commerciale	1 -6 129	61,4 27,7
Taux de chômage au Canada (%)	Juin 7,3	7,7 7,5
Taux de chômage au Québec (%)	Juin 9,3	9,8 8,8
Taux d'escompte* (hebdomadaire)	12,36	
Balance des invisibles (\$millions)	1 -7 900	-7 188 -5 667
Balance courante (\$millions)	1 -6 129	-3 797 -4 801
Créances canadiennes flux net(\$nominaux)	1 -1 527	-1 296 -8 907
Compte de capital, flux net(\$nominaux)	1 5 061	4 412 1 935

Source: Statistique Canada CANSIM (Information: 514-283-5725) * données non-saisonnalisées

NEW YORK

Valeurs	PB	Ventes	Ind	Bas	Ferm.	Ch.	Diff.	Valeurs	PB	Ventes	Ind	Bas	Ferm.	Ch.	Diff.
Vario	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	28 138	249	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	13 562	214	2%	2	1	1	1	WVCE	2 199	48	14%	19%	16%	1	1
Variat	21 606	314	4%	5	1	1									

Après 20 ans, l'horrible assassinat de Sharon Tate continue de passionner l'opinion

Associated Press
LOS ANGELES

■ Pourquoi, 20 ans après, l'assassinat de l'actrice américaine Sharon Tate et de ses amis continue-t-il à intéresser les gens? Pourquoi s'obstinent-ils à signer des pétitions pour que les meurtriers restent derrière les barreaux? Pourquoi ne manquent-ils aucune des interviews que Charles Manson, l'inspirateur du crime, accorde à la télévision?

Même ceux qui sont nés après la tragique nuit du 9 août 1969 se passionnent pour ce fait divers. «Il n'y a pas de doute qu'il s'agit là du plus célèbre meurtre de l'histoire américaine», estime le procureur adjoint Stephen Kay, l'un des acteurs du procès de Charles Manson et de ses trois disciples. «Mes enfant l'apprennent à l'école», ajoute-t-il.

Le 9 août 1969, des intrus se glissent dans le quartier chic de Los Angeles, Benedict Canyon, et réussissent à détourner l'attention du monde de la guerre du Vietnam en massacrant une actrice jeune, belle et enceinte, Sharon Tate.

La femme du metteur en scène Roman Polanski, âgée de 26 ans, est trouvée baignant dans son sang avec trois de ses amis: Jay Sebring, le coiffeur du tout Hollywood, l'héritière Abigail Folger, Voiteyck Frykowski, un Polonais ami de Roman Polanski et metteur en scène en vogue, et Steven Parent, 18 ans, un ami du gardien de la maison. Sharon Tate a été pendue avant d'être poignardée à mort. Son bébé, presque à terme, est mort également. Avec le sang de l'actrice, les meurtriers ont

tracé le mot «pig» (cochon), sur la porte d'entrée.

Alors que Los Angeles est sous le choc, les meurtriers frappent de nouveau le jour suivant. Leno et Rosemary LaBianca, de riches propriétaires de marchés, sont découverts atrocement assassinés dans leur maison de San Feliz. Une fourchette a été plantée dans l'estomac de Leno LaBianca. Là aussi, des gribouillages sanglants recouvrent les murs. Pendant trois mois, le temps de retrouver

les assassins, les habitants de Los Angeles, paniqués, se barricadent.

Et quand enfin la police met la main sur eux, l'Amérique ébahie découvre Charles Manson, un homme aux cheveux en broussaille et au regard fou qui dirige une tribu d'esclaves, pour la plupart des femmes qui lui sont aveuglément dévouées. Un homme qui proclame que les gens riches et célèbres doivent être tués par les

enfants des classes moyennes. «Ces enfants qui sont venus à vous avec des couteaux, ce sont vos enfants».

Après un procès à rebondissement qui durera 10 mois et demi, Leslie Van Houten (qui a reconnu avoir tué les LaBianca), Susan Atkins, Patricia Krenwinkel et Charles Manson (qui n'était pas présent au moment des crimes mais a été reconnu coupable de les avoir ordonnés)

sont condamnés à mort. En raison d'un arrêt de la Cour suprême, les accusés ont vu leur peine commuée en peine de prison à perpétuité.

Doris Tate, la mère de Sharon Tate, continue à militer et à faire signer des pétitions pour que les assassins de sa fille ne sortent pas de prison. Elle ne comprend toujours pas pourquoi ces femmes, un soir, ont tué des gens qu'elles ne connaissaient pas.



Charles Manson, en 1986

À ne pas manquer! 10 jours d'aubaines

CENTRE DE LIQUIDATION EATON

4505 avenue Hickmore, Saint-Laurent

À partir d'aujourd'hui jusqu'au samedi 12 août

Achats en personne seulement

10% à 50%
de rabais supplémentaires

sur les prix étiquetés d'articles à écouler, déjà offerts à rabais. Recherchez les étiquettes jaunes et les coupons-rabais; vous découvrirez une vaste sélection de meubles, canapés, causeuses, fauteuils, canapés-lits, téléviseurs, matelas, sommiers et beaucoup plus encore! Quelques articles sont légèrement endommagés ou tachés. Légers frais pour la livraison.

50%
de rabais supplémentaires

sur les prix étiquetés d'un choix de retailles de moquettes à écouler, déjà offertes à rabais. Vaste gamme de couleurs et de dimensions.

Venez faire votre choix parmi une sélection de canapés-lits de maisons réputées: Sklar-Peppler, Braemore et Sealy. Vous apprécierez aussi nos tissus de recouvrement spécialement commandés pour être au goût du jour.

Canapés-lits Sklar-Peppler

599⁹⁹ ch.

Modèle 903-7-36. (Quantité: 4)

649⁹⁹ ch.

Modèle 973-7-36. (Quantité: 6)

699⁹⁹ ch.

Modèle 907-7-36. (Quantité: 6)

Canapés-lits Braemore

599⁹⁹ ch.

Modèle 459. (Quantité: 5)

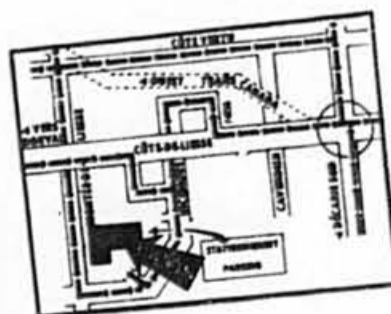
599⁹⁹ ch.

Modèle 1004. (Quantité: 5)

Canapés-lits Sealy

599⁹⁹ ch.

Modèle 3825. (Quantité: 6)



4505, avenue Hickmore
Saint-Laurent
Renseignements:
340-3445

Heures d'ouverture
du Centre de liquidation Eaton:
lundi, mardi, mercredi, de 9h 30 à 18h;
jeudi, vendredi, de 9h 30 à 21h; samedi,
de 9h à 17h.



Crédit accepté avec la carte Eaton



Les cartes American Express, Visa et MasterCard sont aussi acceptées.

EATON

Nous sommes... le grand magasin du Canada

Le juge Ruffo n'ira pas en appel

Presse Canadienne

■ Le juge Andrée Ruffo, de la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec, a décidé de ne pas en appeler du jugement rendu le 27 juin dernier par le juge Jacques Dufour, de la Cour supérieure, qui a rejeté sa requête pour faire déclarer nulle une directive que le juge en chef Albert Gobeil lui avait parvenue le 21 mars dernier.

«La décision de Mme Ruffo repose sur le fait que le jugement rendu lui permet de continuer à exercer sa liberté de parole de la même façon qu'elle l'exerçait avant la directive émise par le juge Gobeil, c'est-à-dire avec réserve et modération», ont déclaré ses procureurs dans un communiqué.

Dans sa lettre, le juge Gobeil exigeait que le juge Ruffo s'abstienne de toute participation et commentaires publics concernant le mandat de la Chambre de la jeunesse, le rôle de ses juges, la suffisance ou l'insuffisance des ressources et l'utilisation qui en est faite.

Le juge Dufour a statué le 27 juin que la lettre du juge Gobeil constituait une «directive administrative de nature déontologique».

Comme les juges n'ont pas à se soumettre légalement à ce genre de directive, le juge Dufour en arrivait à la conclusion que la lettre du juge Gobeil ne portait pas atteinte aux droits du juge Ruffo.

Interpol délaisse Pékin pour la France

Agence France-Presse
LYON

■ Le prochain congrès de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC), plus connue sous le nom d'Interpol, se déroulera en France, au lieu de Pékin, ville qui avait été initialement prévue, a-t-on appris hier au siège de l'organisation à Lyon.

Après avoir, lors d'une première réunion à neuf, fin juin, décidé le maintien du congrès de l'Organisation à Pékin, le comité directeur d'Interpol s'est réuni à nouveau, à la mi-juillet, en présence des représentants des 13 pays membres et a finalement décidé de tenir le prochain congrès en France, vraisemblablement en octobre ou dans le courant de l'automne.

Ce changement, pour lequel aucune explication officielle n'a été fournie, intervient après la répression sanglante des manifestations étudiantes à Pékin, soulignent les observateurs.

Les 13 pays membres d'Interpol sont la RFA, les Etats-Unis, la France, la Yougoslavie, l'Argentine, le Cameroun, le Bénin, le Bangladesh, la Chine, le Canada, le Soudan, la Grande-Bretagne et la Jordanie.

AVIS LÉGAUX

Hydro-Québec

APPEL D'OFFRES

ASA 91801.A
pour 14 h heure locale
le mardi 22 août 1989

Centre Hydro - Complexe Desjardins

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE
BATTERIE D'ACCUMULATEURS DE 212
CELLULES TYPE FTA-15 1190 amp. / hre

Admissibilité :
Principale place d'affaires au Québec

Garantie de soumission :
10 000 \$

Prix du document : 25\$

Les conditions de chacun des appels d'offres sont précisées dans un document qui peut être consulté ou obtenu du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 00 à l'endroit suivant :

HYDRO-QUÉBEC
FINANCES ET ADMINISTRATION
Direction Services administratifs
Service
Approvisionnement et Services
75 boul. René-Lévesque ouest
19^e étage
Montréal (Québec)
H2Z 1A4

Pour renseignements :
(514) 289-2525

Le montant de 25 \$ est NON REMBOURSABLE et doit être payé sous forme de chèque ou de mandat à l'ordre d'Hydro-Québec.

La garantie de soumission devra être sous forme de chèque visé ou de cautionnement fourni par une compagnie d'assurance.

Seules les personnes physiques ou morales qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement du bureau mentionné plus haut sont admises à soumissionner.

L'intéressé à soumissionner doit fournir son numéro de téléphone, de télex et/ou de télécopie (fax) lors de sa demande de document d'appel d'offres.

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter toute soumission.

Le chef de service,
Approvisionnement et Services
Guy McSweeney

APPEL D'OFFRES

EXCAVATION DES DÉCANTEURS DE LA PHASE II

Contrat 1584-AE

Toute soumission doit, pour être valablement reçue, se trouver physiquement, sous pli cacheté, au Secrétaire de la Communauté, 2, Complexe Desjardins, 21^e étage, Montréal, avant 12h00 le 22 août 1989, pour y être ouverte à 12h00 le même jour.

Les documents de soumission pourront être obtenus au Service de l'environnement, 12001, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal, H1C 1V3, contre paiement, sous forme d'un chèque visé à l'ordre de la Communauté urbaine de Montréal, d'un montant de vingt dollars (20 \$) NON REMBOURSABLE. Les documents peuvent être consultés sans frais au Service de l'environnement.

Les soumissions, pour être valides, devront être accompagnées d'un chèque visé pour une somme de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) ou d'un cautionnement de soumission d'une valeur de trois cent mille dollars (300 000 \$).

Tout soumissionnaire pour ce contrat devra, pour être admissible, avoir sa principale place d'affaires au Québec.

La secrétaire,
Nicole Lafond

Montréal, Québec
Le 2 août 1989

APPELS D'OFFRES

La C.E.C.M. recevra aux heures, dates et lieux indiqués, des soumissions pour les appels d'offres énumérés ci-dessous. Ces soumissions doivent être scellées, dans les enveloppes fournies à cet effet, puis remises de main à main à la réceptionniste au 3^e étage de :

LA COMMISSION DES ÉCOLES
CATHOLIQUES DE MONTRÉAL
Bureau de planification et d'études
3700, rue Rachel est, Montréal
Tél.: 596-6472

Code et description	Dépôt pour plans	Date et heure d'ouverture
Fucien-Pate	25 \$	Jeudi 8/9-08-17 15 heures
Refectoire de douches	25 \$	Jeudi 8/9-08-17 15 heures
Marie-Anne	25 \$	Jeudi 8/9-08-17 15 heures
Refectoire de toiture	25 \$	Jeudi 8/9-08-17 15 heures

Les entrepreneurs peuvent se procurer, à l'adresse ci-haut, une série des plans, devis et autres documents de soumission, moyennant la somme indiquée à l'endroit du projet. Chaque dépôt est payable par chèque visé ou mandat bancaire fait à l'ordre de la C.E.C.M. Ils doivent accompagner leur soumission d'un cautionnement de soumission ou d'un chèque visé de 10% de leur soumission.

Le dépôt pour plans et devis sera remboursé à ceux qui auront présenté une soumission et qui les retourneront, complets et en bon état, dans les huit (8) jours qui suivent la date d'ouverture des soumissions; autrement ce dépôt sera retenu.

Pour les sous-traitants, le dépôt pour plans et devis n'est pas remboursable. La C.E.C.M. ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Suite des Avis légaux,
Appels d'offres,
Soumissions et Encans
en pages D 13, D 14

UN JOUR SEULEMENT

VENTE SURPRISE EATON!

JEUDI
DANS TOUS
LES MAGASINS
EATON

10% à 20%
DE RABAIS
ARTICLES CHOISIS DE NOTRE
STOCK COURANT

10% à 50%
DE RABAIS
SÉLECTION DE MARCHANDISES
À SOLDER

REPÉREZ LES BALLONS ROUGES!

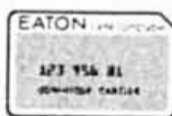
À tous les étages, les ballons rouges survoleront les bas prix. Ayez l'œil ouvert, ces indicateurs vous réservent des aubaines hors pair.

ACHATS EN PERSONNE SEULEMENT

1/2 PRIX
AUBAINES
ÉLÉPHAN-
TESQUES

HEURES DE MAGASINAGE EATON
Centre-ville: 10h à 18h
du ven. 10h à 21h, sam. 9h à 17h
Autres magasins Eaton: 9h30 à 18h
du ven. 9h30 à 21h, sam. 9h à 17h

VENTE SURPRISE EATON LE JEUDI 3 AOÛT SEULEMENT!



Crédit accepté
avec
la carte Eaton



Les cartes American Express,
Visa, et MasterCard
sont aussi acceptées.

EATON

Nous sommes... le grand magasin du Canada

AVIS LÉGAUX



Port de Montréal Port de Montréal

AVIS AUX ENTREPRENEURS APPEL D'OFFRES No 7001

Des soumissions cachetées, adressées au soussigné et portant la suscription: «SOUSMISSION POUR LE RECONDITIONNEMENT ET L'ENTRETIEN PREVENTIF DE 2 ASCENSEURS ET 4 MONTE-PERSONNES À L'ÉLEVATEUR À GRAIN No 4, PORT DE MONTRÉAL», seront reçues au bureau du Port de Montréal, Édifice du port de Montréal, aile no 1, Cité du Havre, Montréal, Québec H3C 3R5, jusqu'à 10 heures, heure avancée de l'est, jeudi, le 24 août 1989 alors que les soumissions reçues seront ouvertes en public.

Les soumissions reçues après l'heure indiquée ci-dessus ne seront pas considérées. On peut se procurer, à compter du mercredi 2 août 1989, le cahier des charges, les formulaires de soumission et l'enveloppe pré-adressée en s'adressant au Service de l'approvisionnement, rez-de-chaussée, Édifice du port de Montréal, aile no 1, Cité du Havre, Montréal, Québec contre un dépôt non remboursable de cinquante (50\$) dollars sous forme d'argent comptant, de chèque visé ou mandat-poste émis à l'ordre du Port de Montréal.

Un cautionnement de soumission devra accompagner la soumission, tel que stipulé dans le cahier des charges, sinon celle-ci ne sera pas considérée.

Si désiré, avant de se procurer les documents de soumission, on pourra examiner ceux-ci en s'adressant au service de l'approvisionnement.

Une visite du chantier aura lieu le jeudi 10 août 1989 à 13 h 30. Rendez-vous au bureau de l'élevateur no 4.

Le Port de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Dominic J. Taddeo
Directeur général et dirigeant principal
Port de Montréal
Montréal, juillet 1989

Ville de Pierrefonds

AVIS DE MODIFICATION CET AVIS REMPLACE CELUI PUBLIÉ LE VENDREDI, 28 JUILLET 1989

APPEL D'OFFRES
SOUSMISSION A89-28
FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN TRACTEUR
ARTICULÉ, DIESEL, DERNIER MODÈLE, AVEC
ACCESSOIRES

La VILLE DE PIERREFONDS demande des soumissions en triplicata, sous enveloppe cachetée marquée «Soumission A89-28 — Tracteur articulé», adressée au greffier de la Ville, Monsieur Gabriel Legault, au 13665 boulevard Pierrefonds, Pierrefonds, Québec.

Renseignements: Monsieur Alain Legault, tél. 620-3111, poste 242

Ces soumissions seront reçues jusqu'à 11 heures, le jeudi, 10 août 1989

et ouvertes publiquement immédiatement.

Seules les soumissions sur les formulaires préparés par la Ville seront acceptées. Copies des documents de soumission pourront être obtenues au bureau du greffier à l'adresse précitée.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou sur une caisse populaire, payable à l'ordre de la Ville de Pierrefonds, ou d'un cautionnement de soumission pour un montant au moins égal à dix pour cent (10%) du total de chaque soumission.

La Ville de Pierrefonds ne s'engage pas à accepter la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, sans obligation de sa part.

Louise Dussault
Assistante-Greffier

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

CRTC

AVIS

AVIS public CRTC 1989-86. Le Conseil a été saisi de la demande suivante:
1. ACTON VALE / ROXTON FALLS et VALCOURT (Qué.) Demande (891059800, 891058000) présentées par CABLESTRIE INC., a / s Cogeco Télécom Inc., 4450, boulevard des Forges, bureau 250, Trois-Rivières (Qué.) G8Y 1W5, en vue de modifier la licence afin d'exploiter l'entreprise de réception de radiodiffusion desservant les localités susmentionnées, afin d'être relevée, par condition de licence, de l'obligation de distribuer au moins quatre services de programmation de télévision distribués à sa tête de ligne locale par un exploitant de réseau autorisé à dispenser des services de télévision et de radio à des collectivités éloignées et mal desservies, dont au moins un doit être un service de programmation de télévision canadien conformément à l'article 23 du Règlement de 1986 sur la télédistribution. Examen des demandes: Hôtel de ville 1025, rue Boulay, Acton Vale, Hôtel de ville 189, rue Notre-Dame, Roxton Falls, Hôtel de ville 1155, rue St-Joseph, Valcourt. La documentation complète concernant cet avis ainsi que la demande peut être consultée au CRTC, Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1 Promenade du Portage, Pièce 561, Hull (Qué.); et aux bureaux régionaux du CRTC: Complexe Guy Favreau, Tour de l'Est, 200 ouest, boul. Dorchester, Pièce 602, Montréal (Qué.) H2Z 1X4. Les interventions doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ontario) K1A 0N2 et prouver qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante le ou avant le 25 août 1989. Pour de plus amples renseignements vous pouvez contacter la direction des Audiences publiques du CRTC (819) 997-1328 ou 997-1027, ou les Services d'information du CRTC à Hull au (819) 997-0313 ou le bureau régional de Montréal (514) 283-6607.

Canada